

**POUR VOUS
ABONNER:
647-3333
Extérieur:
1-800-463-2362**

LE SOLEIL

**Ouvert 7 JOURS
JUSQU'À 22 HEURES
PHARMACIE
R. Blais & J.P. Fontaine
Place Ste-Foy 653-9333**

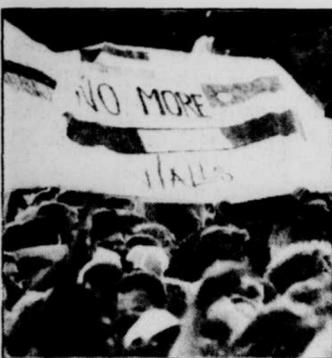
DIMANCHE 22 JUILLET 1990

QUEBEC 94^e ANNÉE, NO 201
40 PAGES, 3 CAHIERIS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3,00\$
MONTREAL-ILES DE LA MADELEINE-GASPESIE-ARBITI 60¢

50¢

LES ARTS



Le Mur s'effondre pour une deuxième fois à Berlin

Le Mur s'est effondré une seconde fois place de Potsdam, hier, où plus de 200 000 personnes ont assisté au spectacle « The Wall », de l'ex-Pink Floyd Roger Waters. **C-1**

LE SPORT

Une pluie de records à l'Omnium britannique

Après l'honorable carte de 65 que ramenait Nick Faldo hier à l'Omnium britannique, son compatriote Paul Broadhurst établissait un nouveau record avec un 63. **S-6**

Greg LeMond, enfin en jaune

« Il reste une journée », a soupiré Greg LeMond, enfin en jaune dans le 77^e Tour de France après trois semaines d'un doute alimenté par la crânerie Chiappucci. **S-10**

LA RÉGION

Aide de 2,5 millions \$ d'Ottawa pour les pêcheurs

La ministre Monique Vézina a annoncé l'octroi d'un budget de 2,5 millions \$ pour faciliter l'admissibilité des pêcheurs aux prestations d'assurance-chômage. **A-3**

LE CANADA

Le conflit avec les Mohawks du Québec s'enlise

La conflit entre les Mohawks et les gouvernements québécois et canadien s'enlise davantage, alors que Warriors et policiers continuent de s'épier. **A-5**

TENDANCES

Des adeptes du naturisme par milliers au Québec

Il y aurait environ 900 000 adeptes réguliers ou occasionnels du naturisme au Québec où le nombre de centres naturistes ne cesse d'augmenter. **B-1**

L'INDEX

Québec et l'Est québécois	A-3 et A-4
Le Canada	A-5
Le Monde	A-7

Annonces classées	C-3 à C-7
Arts	C-1 et C-2
Bandes dessinées	A-8
Décès	C-8
Échecs	B-5
Économie	B-6 à B-8
Éditorial	A-6
Feuilleton	C-5
Horoscope	B-5
Mots croisés	B-5
Mot mystère	B-5
Où aller à Québec	C-2
Records Guinness	B-5
Scrabble	B-5
Tendances	B-1 à B-4

LA METEO

Ensoleillé avec passages nuageux plus fréquents en après-midi. Max.: de 24 à 26; min.: de 14 à 16. Demain, le temps sera nuageux avec quelques averses. **S-16**

Une nuit rouge à Québec



À son arrivée sur les lieux, le chef des pompiers Jules Lemoine a vite fait de constater que l'incendie était pris pour de bon et que ses hommes ne pourraient rien pour sauver la bâtisse.

Nuit blanche pour tous les pompiers de Québec qui ont dû combattre simultanément deux incendies majeurs d'origine suspecte. Dans la nuit de vendredi à hier, Place Baillargeon, à Duberger, a été rasée par les flammes. Au même moment, trois maisons de la côte d'Abraham s'embrasaient, provoquant une « nuit rouge » que les sapeurs ne sont pas près d'oublier.

par MICHELE LAFERRIERE
LE SOLEIL

À Duberger, une première alarme a été donnée à 2 h 12, dans la nuit de vendredi à hier, pour

un incendie au centre commercial Place Baillargeon, sis au 2120 boulevard Père-Lelièvre. À son arrivée sur les lieux, le chef des pompiers Jules Lemoine a vite fait de constater que l'incendie était pris pour de bon et

que ses hommes ne pourraient rien pour sauver la bâtisse.

Puis, à 3 h 16, une autre alarme était donnée pour un incendie suspect qui s'est déclaré dans une maison désaffectée de la côte d'Abraham. Le feu s'est rapidement propagé à deux maisons voisines. Il n'en fallait pas plus pour que l'alerte générale soit donnée, à 3 h 19, mobilisant ainsi tous les pompiers de Québec qui ont dû s'attaquer, dans la même nuit, à deux spectaculaires incendies.

Place Baillargeon, dans le quartier Duberger, n'est plus aujourd'hui qu'un amas de cendres. L'édifice abritait une vingtaine de commerces et de bureaux, ainsi qu'un logement au troisième étage. Un homme et une femme ont dû être secourus par les pompiers à l'aide d'une échelle aérienne. Plus de 75 personnes travaillaient dans la bâtisse, propriété d'un homme d'affaires de Trois-Rivières, Yvon Forcier. Les pertes sont estimées à plus de 5 millions \$.

Selon le chef Lemoine, le feu s'est déclaré au troisième étage. Constatant la gravité de l'incendie, il savait en arrivant que le centre commercial ne pourrait être sauvé. Son principal souci était donc de protéger des flammes l'édifice adjacent, qui abrite lui aussi quelques commerces et bureaux.

« En plus d'arroser les flammes, nous avons dressé trois jets-déluges devant l'autre

Suite A-2, Nuit...

Guerre à la drogue à East Broughton

EAST BROUGHTON — À l'entrée et à la sortie du village, une grande pancarte met le visiteur au parfum de la détermination qui guide les citoyens. « A East Broughton, nous ne tolérons pas la drogue ». Le message est clair, direct. Véritable cri du coeur d'une population déterminée à se serrer les coudes dans leur lutte aux trafiquants de stupéfiants.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

Blotti dans la région de l'Amiante, à une centaine de kilomètres de Québec, le petit village d'East Broughton a longtemps regardé la vie couler comme un long fleuve tranquille. Les problèmes reliés au trafic de drogue, les junkies, la jeunesse à la dérive, c'est dans les grandes villes que ça se passait, pas ici, croyait-on.

Il aura fallu le décès récent d'un jeune homme de 20 ans, attribuable à des problèmes de consommation, pour faire prendre conscience aux villageois que leur patelin n'était pas construit sous une cloche de verre et que les trafiquants de drogue y faisaient lentement mais sûrement leur nid. Personne ne se doutait que le problème avait pris une telle ampleur.

« Je savais que le problème existait ailleurs. Mais je ne savais pas que c'était rendu ici,

C'a nous a ouvert les yeux », avoue le curé du village, M. Roger Fortin, qui n'a pas hésité à aborder cet épineux sujet à plusieurs reprises dans ses homélies dominicales.

La tragique disparition d'un des leurs, de surcroît dans la force de l'âge, a semé la consternation parmi les 3200 habitants du village. De fil en aiguille, d'une conversation sur le parvis de l'église à un palabre de coin de rue, quelques-uns, dans la foulée du légendaire esprit de solidarité beauceron, ont décidé de jeter les bases d'une solution communautaire susceptible d'agir à la fois sur l'offre et la demande. Cette action, croit-on, permettrait de pallier à la surveillance policière que d'aucuns jugent insuffisante.

« Nous voulons créer une ambiance pour que les trafiquants sentent qu'il existe à East Broughton une résistance à la drogue. Nous voulons leur mettre de la pression pour



Le curé Roger Fortin.

qu'ils cessent leurs activités », ajoute le curé Fortin.

Fondation de deux comités
Dans un premier temps, une fondation du nom du jeune homme décédé a été mise sur pied afin de recueillir des sommes pour servir à la réhabilitation de jeunes toxicomanes d'East Broughton. Trois mille dollars ont jusqu'à maintenant été amassés.

Puis, de la même prise de conscience est née le comité S.O.S. Drogues, formé d'une quinzaine de citoyens farouchement déterminés à démontrer aux trafiquants qu'ils sont *persona non grata* dans leur village. Au cours des dernières semaines, ces citoyens, tels des enquêteurs policiers, ont re-

Suite A-2, Drogue...

Les 26 magasins du groupe Zabé en graves difficultés financières

Les 26 magasins de vêtements du groupe Zabé, Zabé Jeans et Chicago, sont confrontés à de graves difficultés financières, mais demeurent ouverts pour le moment.

par MICHEL ALLOUCHERIE
LE SOLEIL

Vendredi matin, la Banque nationale de Paris (BNP) a décidé de rappeler les prêts consentis au groupe commercial et de confier la prise en charge des actifs à la maison de syndics Raymond, Chabot, Martin, Paré et cie.

La décision de la BNP a été prise à la suite d'une pétition de faillite déposée par un important créancier montrealais du groupe Zabé, a indiqué hier M. François Noël, syndic chargé du dossier.

« Notre intention est de garder les magasins ouverts et de continuer les opérations », a dit M. Noël.

Les 26 magasins, dont la quasi totalité se trouvent dans la région de Québec, étaient tous ouverts hier.

Le syndic a ajouté qu'une décision sur l'avenir immédiat des magasins pourrait

être prise au cours des prochains jours.

Confusion

D'autre part, la confusion et l'inquiétude régnaient hier chez les employés du groupe Zabé.

Trois gerants d'autant de magasins ont dit avoir reçu certains renseignements, dans le courant de la journée de vendredi.

Ces gerants ne savaient à peu près pas ce qui arrivait. Ils ont dit avoir été informés que leurs succursales devaient rester ouvertes vendredi et hier et qu'une réunion aurait lieu demain pour faire le point. Une gerante, qui n'a pas voulu s'identifier, a dit avoir reçu ces directives par téléphones.

Les gerants ont ajouté qu'ils ne savaient pas ce qui allait se produire demain, mais ont dit espérer que les succursales pourraient demeurer ouvertes.

Il a été impossible hier de joindre des responsables du groupe Zabé ou de la BNP.

Suites de la première page

Nuit...

bâtisse pour l'empêcher de flamber. Ces jets-déluges déversent 1000 gallons d'eau à la minute; ils forment un écran qui protège de la chaleur et du feu», explique le chef Lemoine.

Plus de 50 pompiers ont combattu l'élément destructeur pendant des heures. Ils ont tenté de s'aventurer à l'intérieur, mais le brasier était trop intense, favorisé par de nombreux passages et puits d'air. À 4 h 30, l'édifice était complètement embrasé. Une immense colonne de fumée était visible à des kilomètres à la ronde. Le chef Lemoine souligne que des tisons se sont déposés jusque dans la rue des Oblats.

Hier matin, une grue mécanique jetait à terre ce qui restait de la bâtisse, de manière à ce que les pompiers puissent s'approcher sans danger et éteindre les derniers foyers d'incendie. Ils ont travaillé toute la journée.

Cet incendie est d'origine suspecte. Une enquête a été instituée par le commissariat des incendies. Un homme a été interrogé à la centrale de police, mais il a été relâché, faute de preuves.

Côte d'Abraham

Un autre incendie majeur d'origine suspecte faisait rage en même temps dans la côte d'Abraham. Trois maisons désaffectées, sises entre le 546 et 600 côte d'Abraham, ont été ravagées par les flammes.

Un employé de nuit qui circulait dans la rue Saint-Vallier a aperçu un *skinhead* qui sortait d'un des édifices. Quelques minutes plus tard l'alarme était donnée pour un incendie à cet endroit. Hier, deux personnes ont été longuement interrogées par les policiers de Québec.

Une cinquantaine de sapeurs ont mis plus de cinq heures pour venir à bout de ce brasier. Les maisons, aux portes et fenêtres barricadées, sont des pertes totales. Appartenant à la ville de Québec, ces maisons désaffectées ont une valeur marchande négligeable. Les flammes se sont rapidement diffusées par les fenêtres situées sur les cloisons séparant les maisons. Les sapeurs ont eu fort à faire pour éviter la propagation des flammes à d'autres bâtisses.

Trois pompiers ont dû être conduits à l'hôpital, incommodés par la fumée.

Hier matin, des employés du Service des travaux publics ont assisté les sapeurs en démolissant à l'aide d'une grue ce qui subsistait de la maison la plus dévastée.

Si le président du Syndicat des pompiers, André Pelletier, déplorait le manque de personnel en cas de sinistres simultanés à Québec, les chefs André Deslauriers et Jules Lemoine ont tenu à préciser que la machinerie était suffisante et que tous les hommes appelés ont répondu très rapidement à l'alerte générale. Selon le chef Deslauriers, les pompiers de Beauport étaient prêts à intervenir si le besoin s'en était fait sentir.

« Ça n'aurait servi strictement à rien d'avoir davantage d'hommes à Duberger, explique le chef Lemoine. À mon arrivée, il était déjà trop tard; il s'agissait simplement de faire en sorte que les flammes ne se propagent pas. »

Limoulu

Un troisième incendie a été rapidement maîtrisé par les pompiers de Québec, vers 3 h 30, toujours dans la nuit de vendredi à hier. Un chaudron d'huile à frire oublié sur le cuisinière est à l'origine de cet incendie dans un édifice de six logements situé au 392, 2e Rue, à Limoulu.

À l'arrivée des sapeurs tous les locataires avaient évacué leur logis. Ils ont pu réintégrer leur domicile un peu plus tard. Il y a eu peu de dégâts, puisque le feu a été éteint avec un extincteur chimique. Personne n'a été blessé.

Pour couronner cette nuit mémorable, un chalet a été partiellement détruit par le feu, vers 9 h hier matin. Il était localisé au 1720 boulevard Saint-Joseph, à Charlebourg ouest. Ce sont encore les pompiers de Québec qui ont été appelés sur les lieux.

Drogue...

cueilli une masse impressionnante d'informations sur ces caïds et les lieux de consommation.

De plus, un répondeur automatique a été installé afin de permettre aux citoyens de fournir en toute confidentialité des informations sur le marché local des stupéfiants. Les consommateurs en détresse peuvent recevoir de l'aide en tout temps grâce à cette ligne spéciale.

Conférences, soutien aux parents, organisation de « loisirs sains » pour les quelque 300 jeunes âgés de 14 à 17 ans, pressions auprès des gouvernements, complètent la liste des moyens qui seront éventuellement mis en place afin d'assainir le climat au village.

Convertir les trafiquants

Les responsables de cette croisade anti-drogue marchent sur des oeufs lorsqu'il s'agit de soulever le voile sur cette facette cachée de leur commune en présence de la presse. Telle une famille, East Broughton, à l'instar de plusieurs communautés rurales, n'aime pas étaler au grand jour ses travers. « Je me sens un peu dans la situation du père ou de la mère qui doit dévoiler au grand jour les défauts de ses enfants », confie M. Fortin.

Les trafiquants de drogue locaux sont connus mais on n'hésite à en divulguer le nombre. « Il y en a suffisamment pour nous forcer à intervenir », se contente-t-on de déclarer.

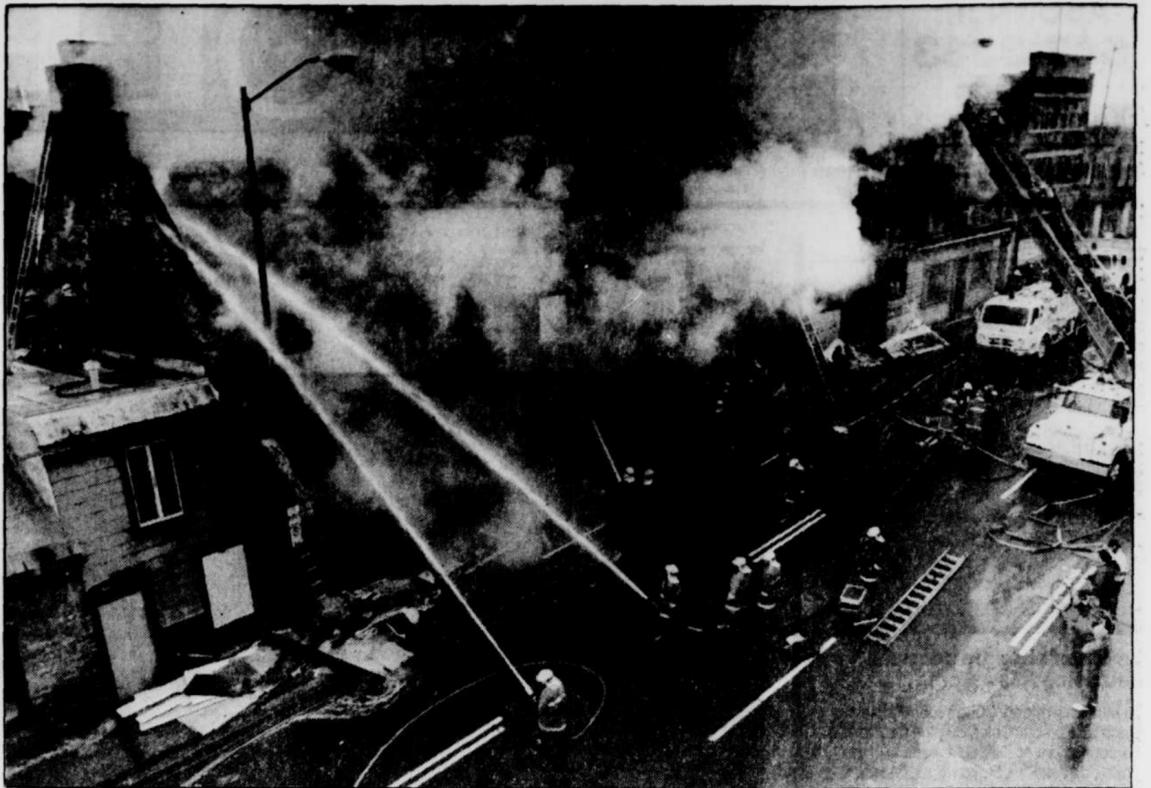
Afin de les convaincre de renoncer à leur commerce illicite, les responsables des comités n'écartent pas la possibilité d'aller manifester en masse devant les résidences des trafiquants. « Ça pourrait aller jusque là », avoue M. Fortin du bout des lèvres.

Cependant, le curé Fortin ne cache pas qu'il préférerait d'abord agir dans le cadre d'une démarche moins flamboyante, où il se se serait rendu rencontrer personnellement chaque trafiquant. « Je suis peut-être naïf, mais ma première démarche en était une de conversion. J'ai l'impression que je pourrais en convaincre quelques-uns du tort qu'ils font à notre jeunesse. Si quelqu'un vend de la drogue à des jeunes de mon village, je ne peux pas me taire. »

Rapport Bertrand

L'éveil des citoyens d'East Broughton sur l'urgence d'agir est survenu simultanément au dépôt, à l'Assemblée nationale, du rapport Bertrand visant à guider l'action gouvernementale dans la lutte contre la drogue. Aux yeux des artisans de ce rapport, « c'est en s'appuyant sur les populations locales que les actions de prévention offrent les meilleures chances de réussite ». La principale recommandation de ce comité se lit d'ailleurs comme suit : « (...) le Groupe de travail recommande de donner aux administrations locales et régionales un soutien technique et financier pour réaliser des activités de lutte contre la drogue. »

À cet égard, le curé Fortin ne cache pas qu'une aide extérieure serait certes appréciée. « On se sent un peu isolé. J'aurais tellement aimé parler à des gens d'une autre communauté qui ont entrepris une démarche similaire à la nôtre. »



Incendie côte d'Abraham

Trois maisons désaffectées, sises entre le 546 et 600 côte d'Abraham, ont été ravagées par les flammes, dans la nuit de vendredi à hier. Cet incendie a éclaté pratiquement en même temps que celui de Place Baillargeon, à Duberger.



Les jeunes sont toujours fascinés par tout ce qui gravite autour des jeux Nintendo...

Sylvain Fiset tient à son record au Nintendo!

Le jeune Sylvain Fiset, 13 ans, de Québec, n'a pas l'intention de se laisser damer le pion au Super Mario Bros. Son record, il y tient.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

Rencontré hier midi dans la caravane du « Défi Nintendo », qui circule d'un océan à l'autre dans une vaste opération de relations publiques afin de dénicher le meilleur joueur à ce jeu électronique, le jeune Fiset venait tout juste de battre le record établi plus tôt en avant-midi par... son frère jumeau, Normand. Avec 167 100 points, il est même venu à 200 points de battre sa propre marque personnelle.

Des fans de Super Mario Bros — « le jeu vidéo le plus populaire au Canada » —, il y en a eu des centaines, hier, dans le stationnement des Galeries de la Capitale. Pour la deuxième année consécutive, dans une stratégie évidente de marketing, Nintendo avait installé ses pénates près de l'entrée du parc d'amusement et du McDonald's...

En 1989, 80 000 jeunes Canadiens avaient défilé à bord de cette semi-remorque d'une douzaine de mètres de longueur. Selon Hélène Bilodeau, de la compagnie Mattel, distributeur officiel des jeux Nintendo, ce nombre risque d'être inférieur cet été en raison du moins grand nombre de villes visitées.

Les participants de cette année disposent de quatre minutes au lieu des trois de l'an dernier afin de démontrer leur dextérité au Super Mario Bros 3, plus complexe, dit-on, que la deuxième génération. De plus, le gagnant de chaque ronde doit atteindre un minimum de points afin de devenir finaliste et participer au Championnat Nintendo, le 6 octobre, à Canada's Wonderland, à Toronto.



Mors aux dents!

Apeurée par le vrombissement d'une vingtaine de motocyclettes, la jument Vickie a pris le mors aux dents, hier soir, sur Grande-Allée. Dans son énévement, elle a cassé en deux la calèche qu'elle tirait, à la grande surprise du cocher et des quatre passagers qui y prenaient place. Le cocher, Denis Boivin, a subi des écorchures mineures en tentant de retenir sa bête; celle-ci a terminé sa course dans l'avenue Laurier, derrière le Concorde, où son maître l'a aussitôt rejointe. Les passagers n'ont pas été blessés. Leur promenade a cependant été écourtée, puisque leur moitié de calèche est demeurée sur Grande-Allée.



Journée des ponts à péage

Des centaines d'automobilistes ont été appelés hier à donner pour la restauration de la rivière Jacques-Cartier. Le thème de cette année était « Un huard (1 \$) pour un saumon ». Depuis 11 ans maintenant, la Corporation de la Jacques-Cartier établit des ponts à péage pour permettre la restauration du saumon atlantique dans ce cours d'eau. Sur la photo, on aperçoit le pont à péage dressé sur la route 367 à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier. Les deux autres postes de péage ont été élevés sur la route 138 à Donnacona et sur la route 358 à Pont-Rouge. On espérait amasser 8000 \$ au cours de cette journée.

6/49
9-27-28-36-37-46
(complémentaire)
12

mise-tôt
3-31-34-42
EXTRA
642632

Select 42
1-2-19-21-22-29
(complémentaire)
7

LA QUOTIDIENNE
tirage du 21-07-90
5-5-3
7-4-9-1

Neuvaine annuelle La Basilique de Ste-Anne prise d'assaut

Depuis mardi, déjà des dizaines de milliers de visiteurs ont participé à la neuvaine de Sainte-Anne à Sainte-Anne-de-Beaupré. Des autobus en provenance de partout au Québec, des pèlerins venus de l'Est du Canada ou du Nord-Est des États-Unis ont littéralement pris d'assaut la basilique de Sainte-Anne-de-Beaupré.

par FRÉDÉRIC TREMBLAY
LE SOLEIL

Cette année, c'est sous le thème *Chanter la vie* que se tiennent l'ensemble des activités de la neuvaine. Messes, célébrations pénitentielles, chapelets, chemins de croix et processions aux flambeaux figurent au programme de chaque journée. C'est l'archevêque de Moncton, Mgr Donat Chiasson, qui agit à titre de prédicateur.

« Vous savez, c'est très humiliant de prêcher. On sait qu'après, rien n'aura changé, a confié Mgr Chiasson, sur un ton mi-blagueur, mi-sérieux. Peut-être, a-t-il ajouté, qu'une parole sera semée et que ça lèvera un jour ». C'est en fait sans croire à l'impossible que l'archevêque de Moncton a accepté l'invitation des pères rédemptoristes de Sainte-Anne-de-Beaupré.

« Qu'est-ce qu'on pourrait dire de beau sur la vie des jeunes, des couples, des personnes seules, des angoissés, des vieillards, s'est demandé Mgr Chiasson, inspiré par le thème de la neuvaine. On est limité par les titres qu'on nous donne, mais les personnes sont beaucoup plus que les catégories dans lesquelles on les classe, a-t-il dit. Les personnes handicapées, par exemple, ont une sensibilité, une capacité de tendresse que beaucoup de gens négligent à cause de toutes leurs occupations. Les personnes handicapées nous rappellent, peut-être, l'importance de ces valeurs-là », a précisé Mgr Chiasson.

À propos des jeunes, l'archevêque a ajouté qu'« on leur demande d'être cools dans un monde qui ne l'est pas. On a un monde adolescent, qui ne sait pas où il s'en va. On dirait qu'on est tous à la recherche. Après cela on demande aux jeunes de se brancher alors que les adultes ne sont pas plus branchés. »

Mgr Chiasson estime qu'un vaste rassemblement religieux comme la neuvaine de Sainte-Anne-de-Beaupré a le grand mérite de donner aux croyants un lieu de référence, un endroit où des milliers de gens peuvent partager leur foi. Son rôle personnel, a-t-il conclu, est « d'exhorter. Nous (les prêcheurs) ne faisons pas de diktat. C'est un appel plutôt qu'un geste d'autorité. »

Plusieurs motifs amènent les gens à participer aux activités de la neuvaine de Sainte-Anne-de-Beaupré. Une dame âgée, arrivée par autobus de la région du Saguenay, a indiqué qu'elle venait chaque année à cet événement. « Je viens demander des grâces. Des fois, ça arrive qu'il y a des miracles à Sainte-Anne. Il faut avoir confiance si on veut être exaucée », a-t-elle dit.

Une autre femme âgée, de Rivière-des-Prairies cette fois, a expliqué sa présence en confiant qu'elle venait « pour prier, pour remercier le bon Dieu. Pour remercier la grande Sainte-Anne qui a fait de grandes choses pour moi. Beaucoup de fois. » Un jeune homme de Trois-Rivières, accompagné de son petit garçon d'un an et demi, admet pour sa part qu'il vient seulement pour visiter, à chaque année. « Il y a des choses à regarder et à faire. C'est sûr que c'est un peu religieux, mais c'est surtout pour visiter », a-t-il spécifié.

Encore cette année, une équipe de jeunes étudiants s'est installée pour l'été dans un local de la basilique de Sainte-Anne-de-Beaupré pour y établir la « Basilique Jeunesse ». Les huit membres de cette organisation parrainée par les pères rédemptoristes accueillent les jeunes de moins de 32 ans désireux d'échanger sur leur cheminement spirituel. « Des gens viennent nous rencontrer et nous racontent parfois leur vie et leurs souffrances », a précisé un membre de Basilique Jeunesse, François-Marie Héraud.

Une petite chapelle, annexée au local principal, permet également à ceux qui le désirent de se recueillir. Basilique Jeunesse organise aussi différentes activités, dont des chemins de croix mimés et des visites guidées.

Admissibilité à l'assurance-chômage

2,5 millions \$ aux pêcheurs de la Gaspésie

La ministre fédérale de l'Emploi et de l'Immigration et députée de Rimouski, Monique Vézina, a annoncé l'octroi d'un budget supplémentaire de 2,5 millions \$ au programme de Planification de l'emploi pour faciliter l'admissibilité des pêcheurs et des travailleurs d'usines de la Gaspésie et des îles de la Madeleine aux prestations d'assurance-chômage.

par FRÉDÉRIC TREMBLAY
LE SOLEIL

La ministre Vézina a fait part de cette décision vendredi après-midi à Chandler au cours d'une

rencontre réunissant les pêcheurs et les travailleurs d'usines, les députés fédéraux, Darryl Gray et Charles-Eugène Marin, le député provincial, André Beaudin, ainsi que les 10 maires de la MRC de Pabok.

Le programme de Planification de l'emploi permet aux travailleurs sans emploi de présen-

ter des projets et de compléter ainsi le nombre de semaines de travail nécessaires pour avoir droit à l'assurance-chômage. Pour être acceptés, les projets doivent comporter un stage en entreprise et inclure de la formation de manière à accroître « l'employabilité » des participants.

Mme Vézina n'avait cependant pas que de bonnes nouvelles. La principale requête des pêcheurs, réclamant que le nombre de semaines requises pour qu'ils soient admissibles aux prestations de l'assurance-chômage demeure à 10 au lieu de 14, a été écartée par la ministre. Elle a expliqué que tant que le nouveau projet de loi C-21 sur l'assurance-chômage demeurerait bloqué par les sénateurs libéraux, il ne serait pas possible d'acquiescer à la demande des pêcheurs.

Annonces de Québec

Le député libéral de Gaspé à l'Assemblée nationale, André Beaudin, a profité de l'occasion vendredi pour annoncer lui aussi une série de mesures destinées à satisfaire les demandes que les pêcheurs lui avaient adressées. Il s'agit en partie d'un accroissement de l'aide déjà existante à l'intérieur des programmes de subventions du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Cette assistance financière accrue a trait à la participation du gouvernement au paiement des assurances, des agrès et des appâts des propriétaires d'embarcations à engins fixes. Toutes les mesures annoncées par M. Beaudin seront rétroactives au début de la saison de pêche.

M. Beaudin a confirmé d'autre part que les aide-pêcheurs et les travailleurs d'usine qui sont soutenus de familles pourront avoir droit au programme APPORT. Il cherchera également au cours des prochaines semaines à obtenir du gouvernement fédéral que les revenus touchés dans le cadre du programme APPORT puissent devenir admissibles aux fins de l'assurance-chômage. Le député Beaudin a précisé qu'il a adressé formellement cette demande à la ministre Monique Vézina.

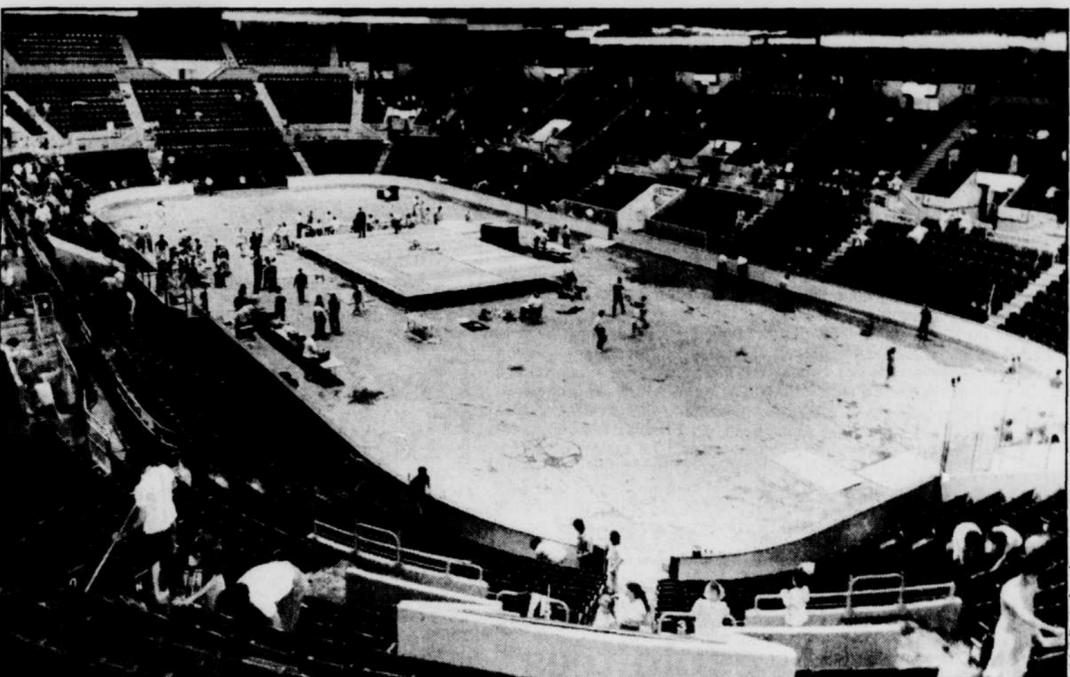
Pêcheurs ambivalents

Les pêcheurs et travailleurs d'usines ont accueilli de manière mitigée les annonces faites par la ministre Vézina. S'ils se réjouissent que cette dernière ait annoncé le versement de 2,5 millions \$ supplémentaires dans le cadre du programme de la Planification de l'emploi, ils sont restés sur leur appétit en ce qui regarde le nombre de semaines de travail requises pour avoir droit à l'assurance-chômage.

Les pêcheurs écartent cependant tout nouveau barrage routier avant le 27 juillet. Le président de l'association des pêcheurs de Grande-Rivière, Bruno Duguay, a indiqué que le comité paritaire, qui regroupe les pêcheurs et les travailleurs d'usine, allait se réunir au cours des prochains jours pour faire le point sur la situation. Le travail du comité consistera surtout à s'assurer que le dossier continue à évoluer positivement.

Ce n'est qu'après le 27 juillet qu'on décidera s'il est opportun de déclencher de nouveaux moyens d'action. Cette décision sera intimement liée à la position finale qu'Ottawa adoptera au sujet des semaines de travail nécessaires pour l'admissibilité aux prestations de l'assurance-chômage.

De leur côté, les préfets des six MRC de la région de la Gaspésie et des îles de la Madeleine, réunis vendredi soir à New Richmond pour regarder de près l'ensemble de la question, se comporteront de façon similaire aux pêcheurs et aux travailleurs d'usine. Si le projet de loi C-21 sur l'assurance-chômage demeure prisonnier de l'obstruction des sénateurs libéraux après le 27 juillet, a précisé le préfet de la MRC de Pabok, Claude Cyr, on verra alors à entreprendre de nouveaux moyens d'action pour résoudre le problème.



Le Colisée de Québec a été le théâtre d'une animation inhabituelle hier ; celle engendrée par plus de 600 Témoins de Jéhovah, qui, sans relâche, y ont fait le grand ménage en vue de leur congrès annuel, pour l'Est de la province, qui débutera jeudi.

Un Colisée propre recevra Jéhovah

Armés de chiffons, de balais, de vadrouilles et de chaudières, plus de 600 Témoins de Jéhovah de l'Est de la province se sont attaqués au Colisée de Québec hier pour faire de leur lieu une place propre, propre, propre en vue de leur congrès annuel qui se tiendra à cet endroit à compter de jeudi.

par FRÉDÉRIC TREMBLAY
LE SOLEIL

Aucune chaise, aucun centimètre carré de plancher, aucune surface, rien, en somme, n'a échappé à ce bataillon de la propreté dont le zèle n'avait d'égal que sa paisible efficacité. En fait, cette vaste « opération-nettoyage » avait été minutieusement planifiée.

Vingt-trois des 50 congrégations de l'Est du Québec ont été invitées à participer aux travaux, a indiqué le superviseur des Témoins de Jéhovah pour l'ensemble de la province, Léonce Crépeault. Chacune d'elles s'était vue allouer une section du Colisée à passer au peigne fin. « Ils sont venus

d'aussi loin que Rivière-du-Loup aujourd'hui pour participer à cette journée », a précisé, enthousiaste, M. Crépeault.

Les Témoins de Jéhovah ont en réalité l'habitude de ses grandes corvées, et même la grandeur du Colisée ne parvient pas à les émouvoir. « On a fait la même chose avec le Stade olympique à Montréal la semaine passée », a souligné M. Crépeault, alors assis sur une chaise du Colisée et manifestement heureux d'assister à cet exceptionnel déploiement de forces vives, transformant peu à peu la vaste enceinte en un lieu où la plus infime trace de malpropreté n'a plus sa place.

Coutume

Léonce Crépeault rappelle

que c'est une coutume chez les Témoins de Jéhovah de procéder préalablement au nettoyage des lieux qu'ils vont fréquenter. « Les Témoins de Jéhovah sont reconnus pour être des personnes propres. Il faut être physiquement propre si on veut l'être spirituellement. On ne peut pas dissocier les deux, a-t-il expliqué. C'est aussi une marque d'hospitalité pour les gens de l'extérieur et qui viendront de loin pour assister à notre congrès », a-t-il ajouté.

M. Crépeault a nié catégoriquement que ce comportement puisse signifier que le public en général soit considéré « malpropre » par les Témoins de Jéhovah. « Pas du tout. Il ne faut pas interpréter notre geste de cette façon-là. Au contraire, quand on nettoie le Colisée, c'est une marque de reconnaissance envers les autorités de la ville qui ont accepté de nous le louer. »

De tout âge

Dans tout ce bouillonnement d'activités au Colisée hier, il a été possible de distinguer des personnes de tout âge. Beaucoup de parents avaient amené avec eux leurs enfants pour participer à cette imposante opération. « Quand on se réunit, je veux que notre lieu de culte soit propre. La propreté, c'est quelque chose d'important », a expliqué Michel, 19 ans, muni d'un balai et venu de Thetford Mines pour mettre la main à la pâte.

« On veut que ça soit propre. On vit dans un monde pollué. On dit souvent que le gouvernement devrait faire ci ou faire ça. Mais nous, qu'est-ce qu'on fait ? », s'est interrogé Patrice, 42 ans, un résident de Tourville, cessant alors quelques instants de frotter, entre deux rangées de chaises, une portion de plancher.

En plus grand nombre que l'an dernier

Les Québécois roulent vers le Sud

Les plages américaines recevront encore cette année un fort contingent de vacanciers de la grande région de Québec. Les autorités du poste frontière d'Armstrong à l'extrémité de la Beauce estiment en effet que leur nombre atteindra 70 000 en juillet.

par LISE FOURNIER
LE SOLEIL

« L'affluence est beaucoup plus forte que l'an dernier », signale M. Daniel Lessard, chef des opérations à la frontière d'Armstrong. La hausse du dollar canadien par rapport à la devise américaine explique, selon lui, cette hausse du trafic québécois à destination des plages américaines. Mais le mauvais

temps qui sévit chez-nous amène aussi bien des vacanciers à chercher du soleil ailleurs.

C'est évidemment pendant les vacances de la construction qu'on observe le plus fort achalandage aux frontières. Les Québécois passent à peu près une semaine aux États-Unis, de dire M. Lessard. Ils logent pour la majorité dans des hôtels et des motels.

Au Club automobile de Québec, les demandes d'itinéraires pour Old Orchard, Ogunquit, Atlantic City se comptent par milliers. « Ça ne dérouge pas », indique une préposée à l'Auto Touring. Fait à noter, toutefois, de plus en plus de Québécois réclament des itinéraires pour des plages plus au sud comme Virginia Beach, Wildwood et même Myrtle Beach, en Caroline du Sud. Le Club automobile constate aussi que les Bed and Breakfast gagnent en popularité.

Par ailleurs, les voyages des Québécois vers les États-Unis augmentent sans cesse depuis

1987, selon des statistiques du ministère du Tourisme. Ainsi pour l'année 1989, on enregistre près de 3 millions de voyages (durée de 24 heures) à destination des États-Unis, que ce soit en voiture, en avion ou par tout autre moyen de transport.

Une tendance vérifiée par Statistique Canada, qui pour les cinq premiers mois de l'année, révèle au Québec une augmentation de 10 % des déplacements vers les États-Unis. Le portrait donne aussi les destinations les plus populaires qui sont les États du Maine, du Vermont, New York et bien sûr la Floride.

JUSQU'AU 31 JUILLET

Pourquoi attendre? C'est l'occasion rêvée de vous offrir la qualité japonaise des Suzuki. Traktion avant et 4x4. C'est aussi notre façon de vous dire: MERCI. QU'EST-CE? Grâce à vous, Suzuki est une des marques qui progressent le plus rapidement au Québec.

AU FEU VERT FONCEZ CHEZ ACADIA SUZUKI

ET ÉCONOMISEZ JUSQU'À 1 000\$!

GARANTIE 3 ANS, 80 000 KM

sans franchise

SUZUKI

ACADIA SUZUKI

LA Y A DU SERVICE

4480, 1re AV., CHARLESBOURG
623-9861



SUZUKI SWIFT BERLINE 4 PORTES



SUZUKI SIDEKICK J1X



SUZUKI SWIFT GT

150e anniversaire de fondation de Ste-Marguerite « de Dorchester »

SAINTE-MARGUERITE — À une dizaine de kilomètres à l'est de la ville de Sainte-Marie, les 1024 citoyens de la localité de Sainte-Marguerite sont en grande célébration. Parents et amis affluent très nombreux pour les fêtes du 150e anniversaire de fondation de cette paroisse que l'on se plaît encore à situer dans le comté de Dorchester.

par GILLES PÉPIN
LE SOLEIL

« Nous sommes de Beauce-Nord quand il y a une élection provinciale. Mais nous sommes toujours de Sainte-Marguerite de Dorchester », a tenu à préciser au SOLEIL la publiciste du comité organisateur des fêtes du 150e anniversaire, Mme Geraldine Trachy, qui est

elle-même issue d'une des plus anciennes familles de cette municipalité à riche vocation agricole.

C'est dans le plus grand esprit de sauvegarde du patrimoine et de mise en valeur de l'histoire locale que les célébrations ont débuté, le 1er janvier. On a alors souligné le 150e anniversaire de l'installation du premier curé, l'abbé Michel Forgues, et procédé au lancement d'un livre de 408 pages, publié à

1500 exemplaires, qui retrace l'histoire de la paroisse et de ses familles. Depuis, les réunions sociales se sont multipliées.

Grosse participation

C'est en fin de semaine dernière que les festivités ont débuté plus intensivement sous la présidence du maire et premier responsable de l'organisation des fêtes, M. Jean-Rock Ferland. Un couple occupe aussi la place d'honneur pour représenter les anciennes familles, Mme Olivette Normand et M. Albert Leblond, en costume d'époque, évidemment.

Dimanche dernier, après la messe célébrée par Mgr Clément Fecteau, le banquet des retrouvailles a réuni 1350 personnes. La participation se remarque encore chaque jour, alors que se poursuit l'exposition d'œuvres d'artisanat, de peintures et de sculptures et que l'on va contempler une belle maison ancestrale située au 476, rang Sainte-Claire. Des repas sont servis quotidiennement, midi et soir, sous le chapiteau de 1500 places et qui a été érigé à côté de l'école.

Pour cette fin de semaine et la suivante, le programme prévoit des activités variées et la présence de plusieurs artistes et orchestres. Aujourd'hui, par exemple, André Lejeune ira animer des danses canadiennes. Une cabane à sucre a été construite pour l'occasion dans la cour de l'école; on veut y servir les meilleurs produits de l'étable.



Des jeunes d'un terrain de jeux de Loretteville arrachent l'herbe aux poux. À la place, ils ont semé du gazon.

Ste-Lucie-de-Beaugard fête ses 75 ans du 22 au 29

SAINTE-LUCIE — Après de longs préparatifs, le petit village de Sainte-Lucie-de-Beaugard déploie les banderoles. Les fêtes du 75e anniversaire de fondation sont inaugurées aujourd'hui.

par GILLES PÉPIN
LE SOLEIL

Sous la présidence de M. Bertrand Lachance, le comité organisateur a déjà publié, en mars, un volume relatant l'histoire de cette localité sise à l'extrémité sud de la Municipalité régionale de comté de Montmagny.

Pour attirer beaucoup de visiteurs dans ce village de 500 habitants, le comité a de plus expédié 1000 lettres d'invitation aux amis et anciens résidents. Chaque fa-

mille attend aussi beaucoup de parenté.

C'est par une messe d'action de grâces, à 16 h 30, que les fêtes démarrent. Une plaque commémorative sera dévoilée près de l'église où suivra un concert des cadets de la marine. De nombreux couples auront revêtu des habits et des robes à la mode d'autrefois.

Pour les retrouvailles, samedi prochain, certaines émotions sont au programme. Comme les familles pionnières provenaient de deux régions, le souper sera à la santé des Beaucerons et ce sera suivi d'une veillée de La Malbaie.

Les agentes de bord d'Air Alliance se comparent à des femmes exploitées

En grève depuis le 23 juin, les agentes de bord d'Air Alliance ont associé, en fin de semaine, leur cause à celle des femmes victimes de violence conjugale.

par BRIGITTE BRETON
LE SOLEIL

Le syndicat des agents de bords d'Air Alliance, affilié au Syndicat canadien de la fonction publique, a organisé en effet un lave-o-thon dont les profits seront versés à la Maison des femmes de Québec. L'activité se déroulait hier, devant l'église de l'Ancienne-Lorette.

L'association entre des travailleuses en conflit et des femmes victimes de violence conjugale ne va pas spontanément de soi. Pour la vice-présidente du syndicat, Mme Chantale Vaillancourt, un lien existe: il s'agit de deux causes justes et valables qui concernent des femmes exploitées et abusées.

Mme Nathalie Plamondon, de la Maison des femmes de Québec, admet que ce genre d'association n'est pas fréquent. Actuellement en campagne de financement, la

Maison des femmes juge toutefois pertinent de s'unir à des travailleuses qui se battent pour des conditions de travail qui concernent les femmes. « L'actuelle association est impulsive et nous verrons plus tard si nous la répéterons », a expliqué au SOLEIL Mme Plamondon. Elle précise que l'action commune n'est pas engagée à cause de la grève des travailleuses, mais bien parce que la Maison des femmes ne peut supporter l'exploitation de la femme.

Selon Mme Vaillancourt, le travail d'agente de bord est en effet loin de l'image que se font les jeunes filles, qui se voient circulant dans les aéroports, dans leurs beaux uniformes. « Elles ne pensent pas qu'avec leur salaire d'agente de bord, elles auront de la difficulté à mettre du beurre sur leurs toasts. »

Les salaires sont d'ailleurs un point en litige dans les négociations entre le syndicat et Air Al-

liance. Actuellement, une agente de bord d'Air Alliance gagne entre 14 500 \$ et 15 500 \$ par année, comparativement à un salaire variant entre 16 000 \$ et 21 000 \$ chez Air Ontario, et entre 20 000 \$ et 33 000 \$ chez Air Canada.

Mme Vaillancourt croit que c'est parce que ce sont principalement des femmes que les agentes de bord sont mal rémunérées.

Même si Mme Vaillancourt sent bien qu'Air Alliance ne prend pas « les petites femmes » au sérieux et qu'elle entend des collègues masculins dire que « les petites filles font la grève pour rien », elle a la conviction que les travailleuses sont prêtes à livrer la bataille, même si elle s'annonce longue. « Nous sommes peut-être un syndicat de 40 personnes, mais il est affilié à un gros syndicat canadien qui dispose d'un fonds de grève de 3 millions \$ », rappelle Mme Vaillancourt. Le syndicat augmentera d'ailleurs sous peu la prestation de grève de 235 \$ à 250 \$ par semaine.

Des jeunes déclarent la guerre à l'herbe aux poux dans les parcs

Arracher l'herbe aux poux est la seule façon de se débarrasser de cette plante qui se propage à une grande vitesse, causant des problèmes de santé à 300 000 Québécois. Selon une étude effectuée l'an dernier par l'Association de lutte contre l'Ambrosia (ALCA), l'herbe aux poux serait en augmentation dans la région de Québec.

par DAMIEN GAGNON
LE SOLEIL

Relationniste à l'ALCA, M. Martin Munger fait remarquer que l'herbe aux poux provoque le rhume des foies chez 10 % de la population et les enfants y sont les plus sensibles. Il en coûterait plus de 30 millions \$ par an au gouvernement en consultations médicales et en médicaments, ce qui exclut les coûts liés à l'absentéisme.

C'est le meilleur moment pour arracher cette plante qui viendra en floraison vers le milieu du mois d'août. À l'initiative de l'ALCA, les enfants de six terrains de jeux situés sur le territoire de la CUQ ont procédé au cours des derniers jours à l'éradication de l'herbe aux poux pour y substituer de la semence de gazon.

Par ailleurs, 50 pharmacies de la région de Québec exposent un plan d'herbe aux poux pour donner à leurs clients la possibilité de reconnaître cette plante dans la nature.

Un fléau

Qualifiée de fléau urbain, l'herbe aux poux pousse sur les nombreux terrains remués et laissés vacants, les terre-pleins, les bordures d'autoroutes et le long des artères des villes, fait remarquer M. Munger.

C'est vers le 15 août que se présente la floraison. C'est alors que la concentration de pollen devient importante et affecte la santé de plus en plus de Québécois. Dix grains de pollen au mètre cube d'air sont susceptibles de créer des problèmes de santé et un seul plant d'herbe aux poux peut produire des milliers de grains de pollen.

Quelques personnes seulement peuvent soudainement se libérer

des problèmes causés par l'Ambrosia (herbe aux poux). Cependant aucun remède ne guérit cette affection, la médication ne faisant qu'atténuer les symptômes, précise dans un document Mme Gertrude Morency, présidente de l'ALCA.

Selon un document de médecins de départements de santé communautaire dont celui de l'hôpital du Saint-Sacrement, le pollen transporté dans l'air peut entrer en contact avec la muqueuse du nez. La personne sensible réagit par de forts éternuements. Le

nez et les yeux coulent et piquent. Les paupières enflent. Cependant, contrairement à ce que certaines personnes pensent, le rhume des foies ne provoque pas de fièvre et est plus fréquent chez les enfants et les jeunes.

Il existe deux types de traitement médical contre le rhume des foies. Le premier repose sur l'utilisation d'une médication préventive et le second vise à contrôler les symptômes par le recours aux antihistaminiques et aux stéroïdes topiques.

L'herbe aux poux fait l'objet d'une attention particulière de la part des départements de santé communautaire. De nombreuses municipalités sont aussi engagées dans ce combat. La communauté urbaine de Québec y est également engagée.

Circulaires : Cap-Rouge a confiance en son règlement

La ville de Cap-Rouge ne craint pas que soit remis en question son règlement régissant la distribution de circulaires sur son territoire puisqu'un règlement semblable existe depuis déjà deux ans à Boucherville et n'a jamais été contesté devant les tribunaux.

par RICHARD CÔTÉ
LE SOLEIL

« C'est un droit strict de chaque citoyen que de pouvoir refuser qu'on lui donne quelque chose, ce règlement ne brime en rien le droit à l'information de qui que ce soit », a spécifié Me Marcel Larroche, greffier adjoint de Cap-Rouge qui a ajouté que ce règlement avait été préalablement bien analysé et que le fait qu'il ait survécu facilement à deux ans de mise en application à Boucherville était plutôt rassurant.

Le règlement récemment adopté par le conseil municipal de Cap-Rouge, entre autres choses, interdit la distribution de circulaires dans les lieux privés arborant l'avis « Pas de circulaires, pas de journaux » ou toute autre mention indiquant le désir du locataire

ou du propriétaire des lieux. Lorsque le citoyen désire quand même recevoir ces dépliants et brochures, la distribution doit se faire de main à main ou dans des sacs de plastique qu'on accroche aux poignées de portes extérieures.

La ville a déjà expédié aux Cap-Rougeois des autocollants à cet effet et Me Larroche tient à spécifier que ceux-ci ne sont pas destinés à être appliqués aux superboîtes aux lettres que la Société des postes met à la disposition de tous les résidents de cette ville ou il n'y a pas de distribution de courrier à domicile. Un règlement de la Société interdit d'ailleurs tout affichage sur ces superboîtes.

Ces autocollants doivent plutôt être posés aux endroits où les distributeurs laissent habituellement leur paperasse publicitaire, soit l'une des portes d'entrée du domicile.

Le règlement oblige aussi le distributeur à obtenir préalablement un permis de la ville et lui interdit d'effectuer sa distribution après 21 h et du vendredi midi au dimanche midi.

En Bref

Travaux terminés

Transports Québec informe les usagers que la circulation se fait désormais normalement sur le pont enjambant la rivière Chaudière, situé route 132, à Saint-Nicolas. Depuis la fin du mois de juin, certains poteaux ont été renforcés et des membrures horizontales ajoutées. Les goussets des poteaux aux extrémités du pont ont aussi été réparés. Les véhicules lourds ont de nouveau accès au pont avec les restrictions suivantes: charges maximales de 20 tonnes pour les camions 10 roues et de 25 tonnes pour les semi-remorques.

TAUX RÉDUITS



1912

Escort LX 1990 2 portes
automatique

9975\$

Plus transport 420\$

Automobiles
ROBERGE

1040, boul. Pierre-Bertrand, Vanier 687-5544



RÉSULTATS

Loto-Québec

Tirage du 90-07-21



Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le samedi

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	500 000,00 \$
5/6+	3	11 876,30 \$
5/6	48	494,80 \$
4/6	2 018	52,90 \$
3/6	32 826	5,00 \$

1 2 19 21 22 29

No complémentaire: 7

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 500 000 \$

MISE-TÔT	3	31	34	42
	GAGNANTS	LOT		
	143	349,60 \$		

VENTES TOTALES: 1 270 842,00 \$

Tirage du 90-07-21



Vous pouvez jouer jusqu'à 20 h les soirs de tirage

	NUMÉROS	LOTS
	6 4 2 6 3 2	100 000 \$
	4 2 6 3 2	1 000 \$
	2 6 3 2	250 \$
	6 3 2	50 \$
	3 2	10 \$
	2	2 \$

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

OKA: LA GUERRE DES BARRICADES

L'impasse est totale entre Québec, Ottawa et Mohawks

MONTREAL (PC) — Le conflit entre les Mohawks du Québec et les gouvernements québécois et canadien s'enlise de plus en plus.

Alors que les forces policières de la Sûreté du Québec et les Warriors de Kahnawake et de Kanesatake continuaient pour la onzième journée, hier, de s'observer, jumelles et armes à la main, dans un calme relatif, la ministre d'Etat aux Affaires indiennes et au Nord canadien, Shirley Martin, a indiqué qu'il n'était pas question de rappeler d'urgence les députés de la Chambre des communes pour tenter de dénouer l'impasse.

Plus de 150 chefs indiens, venus de tous les coins du pays, avaient adressé une telle demande au gouvernement fédéral, avant-hier, à l'issue d'une réunion de

trois jours à Kahnawake, près de Châteauguay.

« Nous ne projetons pas de le faire », a indiqué la ministre Martin, lors d'une entrevue téléphonique de son bureau d'Ottawa, hier. Elle a rappelé une nouvelle fois l'intention du gouvernement fédéral d'acheter les terres revendiquées par les Mohawks de Kanesatake, mais convoitées par les promoteurs du club de golf local.

« La balle est maintenant dans le camp du conseil municipal d'Oka, a-t-elle expliqué. Ils doivent décider si le terrain est à vendre. »

Mme Martin et le ministre fédéral des Affaires indiennes, Tom

Siddon, ont rencontré pendant deux heures, vendredi soir, le ministre québécois délégué aux Affaires autochtones, John Ciaccia, et son collègue Sam Elkas, ministre de la Sécurité publique, pour coordonner leurs efforts en vue de dénouer l'impasse pacifiquement, a-t-elle expliqué.

Mme Martin a aussi rappelé que le gouvernement fédéral ne négocierait pas directement avec les Mohawks tant que ceux-ci ne déposeraient pas les armes et ne démantèleraient pas leurs barricades.

Mais les Warriors refusent de démanteler leurs barrages tant que les policiers n'auront pas quitté les lieux. D'où le cercle vicieux et l'impasse.

Gilets pare-balles

Hier, le ministre Ciaccia n'a participé à aucune rencontre avec les Mohawks de Kanesatake, à Oka. Seuls les ministres Claude Ryan, responsable de la région des Laurentides, et Yvon Picotte, des Affaires municipales, se sont rendus sur place pour constater de visu l'état de la situation à Oka, hier après-midi.

Les deux ministres, qui avaient revêtu un gilet pare-balles à la demande des policiers de la Sûreté du Québec — on n'avait pas vu cela depuis le début du siège —, ont rencontré brièvement les représentants municipaux, mais n'ont pas traversé les barricades, estimant que c'est au ministre Ciaccia de discuter avec les Mohawks.

Venu serrer quelques mains du côté policier, le ministre Ryan, en chemise d'été sans cravate sous son gilet pare-balles, semblait satisfait de la rencontre avec les maires et conseillers municipaux de la région. « Je n'ai pas senti d'intransigeance de leur part, mais une ouverture face à la recherche d'une solution, même inusitée », a-t-il indiqué. Il a tout de même avoué que les négociations se trouvaient dans un cul-de-sac.

Hier matin, la Commission québécoise des droits de la personne a pu se rendre finalement au-delà des barrages policiers à Kanesatake pour répondre aux demandes d'intervention adressées par des citoyens qui allèguent le non-respect des droits et libertés. La veille, les représentants de la commission s'étaient vu refuser l'accès par les policiers de la SQ.

L'organisme provincial avait dû en appeler au premier ministre Robert Bourassa, vendredi soir, pour qu'il intercède auprès de la SQ en leur faveur. Il semble que leur appel ait été entendu. La commission demandait aussi au premier ministre d'appeler les Québécois au calme pour tenter d'éliminer les incidents à caractère raciste, comme on en a connu presque tous les soirs à Châteauguay.

De leur côté, les Cris du lac Mistassini (Baie-du-Poste, dans le Nord québécois) ont ajouté leur voix au concert d'appuis indiens pour leurs frères de Kanesatake et de Kahnawake. Les Cris blâment les deux paliers de gouvernement pour avoir laissé pourrir le dossier

et pressent le premier ministre Bourassa de « rappeler sa police ».

Ils exigent aussi la démission du ministre fédéral Tom Siddon, s'il devait continuer de bouder le dossier.

Pour un long siège

Pendant ce temps, de chaque côté des barricades, on se prépare à un long siège, alors que le gouvernement provincial s'affairait, hier, à compléter un quai d'embarquement improvisé à la petite gare de Saint-Isidore, près de Châteauguay. Les résidents de la région pourront très bientôt utiliser un train spécial de banlieue en direction de Montréal.

Sur les petites routes secondaires entourant la réserve de Kahnawake, des employés du ministère des Transports installaient des panneaux indicateurs plus permanents, pour remplacer les panneaux temporaires posés à la hâte la semaine dernière. L'itinéraire improvisé pour se rendre à Châteauguay, depuis la fermeture du pont Mercier, serpente à travers villages et champs, causant des maux de tête aux automobilistes peu familiers avec la région.

Les Mohawks, quant à eux, ont clairement indiqué qu'ils n'abandonneront pas la lutte tant que leurs revendications ne seront pas acceptées. Les Mohawks d'Oka ont même laissé savoir que la visite de personnalités non-indiennes n'était plus la bienvenue à Kanesatake, « à cause de la nature fragile de cette crise », a expliqué un porte-parole, Joe Deom.

Le chef du Parti libéral du Canada, Jean Chrétien, avait visité Kanesatake et Kahnawake vendredi soir.

L'appui aux Warriors croît chez les Mohawks

KAHNAWAKE (PC) — La Société des guerriers mohawks (les « Warriors ») semble jouer un rôle de premier plan dans la confrontation armée que se livrent la police et les autochtones du Québec.

Les Warriors, qui se promènent avec des carabines AK-47 et qui prônent la création d'un état mohawk indépendant, ont été par le passé l'objet de méfiance de la part des Mohawks modérés.

Mais depuis le raid du 11 juillet sur la barricade mohawk d'Oka par la Sûreté du Québec, le groupe paramilitaire semble gagner des appuis dans les trois communautés mohawks du Québec.

« Les gens n'aiment peut-être pas la société des Warriors, a déclaré Lori Jacobs, un journaliste mohawk de Kahnawake. Mais nous sentons que nous devons défendre ce qui est ici. Nous ressentons tous cela maintenant. »

Des indices laissent croire que des membres des Warriors ont été très impliqués dans le conflit depuis la semaine dernière alors que la police a échoué dans sa tentative de rompre un petit blocage routier sur une route d'Oka.

Le blocage routier, qui a débuté en mars, était à l'origine un effort collectif d'environ 20 Mohawks pour protester contre le projet de la municipalité d'Oka d'agrandir le terrain de golf et de réaliser un projet de développement domiciliaire sur le terrain que réclament les autochtones.

Des heures après le raid pendant lequel le caporal Marcel Lemay, du groupe tactique d'intervention, a été abattu d'une balle venant du camp amérindien, des Warriors d'autres communautés mohawks sont arrivés, sans invitation, pour aider pendant le siège, a indiqué le porte-parole du barrage, John Cree.

Un pont bloqué

Ils sont à l'origine de la fermeture du pont Mercier, qui relie Montréal et ses banlieues de la

rive sud du Saint-Laurent, a déclaré Joseph Norton, le grand chef de la réserve Kahnawake.

Plusieurs de ces hommes, lourdement armés, qui gardent les barricades à Oka ont dit aux journalistes qu'ils proviennent de la réserve Akwesasne et qu'ils sont payés par la société des Warriors.

« Plusieurs personnes sont arrivées de Kahnawake et Akwesasne, mais je n'en connais pas beaucoup », a dit Marie David, une des 20 Mohawks de Kanesatake qui a mis en place le barrage routier en mars.

Plusieurs Mohawks ont toujours peur des Warriors, qui ont été très impliqués dans les jeux de hasard illégaux et le commerce des cigarettes américaines en sol canadien.

Visage voilé

Les Warriors, qui portent souvent des tenues de combat et qui cachent leur visage avec des foulards, se considèrent comme l'armée du gouvernement traditionaliste mohawk.

L'idéologie warrior tient à ceci : les droits autochtones et les terres ont été volés à la pointe du fusil et ne peuvent être repris que de la même façon.

Les opposants autochtones aux Warriors et leurs alliés les accusent d'être des traditionalistes bidons qui sont d'abord intéressés à devenir riches avec les jeux de hasard et la vente de cigarettes.

Les critiques du groupe ont souligné une annonce faite le 8 mai par les Warriors à l'effet qu'ils entendaient remplacer les gouvernements élus dans les communautés autochtones de l'est de l'Amérique du Nord.



Les Warriors, qui portent souvent des tenues de combat et cachent leur visage avec des foulards, se considèrent comme l'armée du gouvernement traditionaliste mohawk.

La porte-parole de la société des Warriors, Rowena General, a rejeté l'idée que son groupe est engagé dans une tentative pour se gagner du soutien politique dans les réserves mohawks. « Notre seul but est d'unir les autochtones dans la défense et la protection des droits autochtones », a-t-elle déclaré.

L'appui pour les Warriors semble grandir dans les communautés mohawks qui, même s'ils étaient divisés par le passé entre les supporters du conseil de bande et les militants traditionalistes, essaient de former un front commun pendant l'affrontement.

« Plusieurs personnes ont une idée négative d'eux (les Warriors),

a déclaré une femme de Kanesatake âgée de 29 ans qui s'est identifiée en utilisant son nom autochtone, Kanienthenami. Mais ils sont aussi des Mohawks. Ils sont des personnes comme les autres. Ils ont quitté maisons et familles. »

« Les gens ici sont préparés pour le pire », croit Joseph Montour, le chef de la force de police des Peacekeepers de Kahnawake, composée de 13 membres.

« Ils pensent que s'il y a un raid, tout le monde sera tué ; alors, nous sommes mieux de nous battre... »

« Plusieurs personnes voient la chose comme une question de survie. Unis nous restons, divisés nous tombons. »

Les postiers s'acheminent vers un nouvel affrontement

Le Syndicat des postiers du Canada prépare encore une fois ses 46 000 membres à un affrontement avec la Société canadienne des postes, cet automne.

par BRIGITTE BRETON
LE SOLEIL

Des le 25 juillet, le syndicat tiendra une journée nationale de protestation pour la sécurité d'emploi. Des manifestations et des séances d'information se dérouleront durant les pauses des salariés et avant et après les heures de travail. Une autre journée du genre est également prévue à la fin d'août. Aucun arrêt de travail n'est envisagé pour ces deux jours.

La convention collective des employés des Postes est échue depuis le 31 juillet 1989, et un conciliateur a été nommé en octobre pour tenter un rapprochement entre les parties, en vue du renouvellement du contrat de travail. Le responsable à l'organisation et à l'éducation, de la région de Québec, M. Denis Lemelin, a toutefois expliqué, la semaine dernière au SOLEIL, que le syndicat n'avait pas l'intention d'éterniser la conciliation. Le Syndicat des postiers du Canada (SPC) compte mettre fin au processus de conciliation le 31 août afin d'obtenir le droit de grève en septembre.

Comme le syndicat n'a pu jusqu'à maintenant s'entendre avec

l'employeur que sur des clauses mineures, il prépare donc un affrontement pour l'automne si aucune entente n'est conclue d'ici là. « Il faut se préparer au pire et prévoir toutes les avenues, de dire M. Lemelin. On ne peut poursuivre la conciliation si l'employeur ne met pas d'autres offres sur la table. » La sécurité d'emploi et l'expansion des services sont au cœur des négociations. Le syndicat s'oppose à la privatisation des services postaux qui élimine des emplois pour ses membres.

Si la grève s'avère inévitable encore une fois aux Postes, elle pourrait avoir cette fois-ci un impact plus grand. Les facteurs et les postiers, les principaux corps d'emploi aux Postes, sont en effet regroupés aujourd'hui dans un seul syndicat à la suite d'une décision du Conseil canadien des relations de travail. « Nous contrôlons maintenant toute la chaîne. La forme de grève utilisée, qui n'est pas encore déterminée, pourrait faire mal à l'employeur », soutient M. Lemelin.

Le dernier conflit aux Postes remonte en 1987. Les facteurs avaient déclenché une grève à l'été, et leurs confrères postiers, à l'automne.

Un bateau fait naufrage avec 3 ou 4 pêcheurs à son bord

HALIFAX (PC) — Des navires de la Garde côtière et des bateaux de pêche effectuaient des recherches, hier, dans l'entrée du port de Halifax malgré le temps brumeux après qu'un bateau de pêche eût subitement fait naufrage.

Le « Mark G » de Eastern Passage, en Nouvelle-Ecosse, pêchait à environ 13 km du rivage quand il a tenté d'émettre un appel de détresse vers 6 h du matin, a déclaré le capitaine Pat Phalen du Centre de coordination de sauvetage. « Le signal de détresse est parvenu, mais a été brusquement coupé », a poursuivi le capitaine.

Les responsables n'étaient pas certains du nombre de personnes qui se trouvaient à bord du bateau de pêche, mais croyaient qu'il y en avait peut-être trois ou quatre.

Un avion de recherche de Buffalo et un hélicoptère de secours du Labrador se tenaient prêts à décoller de la base Shearwater

des Forces armées canadiennes, près de Eastern Passage, mais ont dû demeurer au sol à cause du brouillard.

Trois navires et un bateau auxiliaire de la Garde côtière, un bateau auxiliaire, ainsi que quelques bateaux de pêche encerclaient l'endroit où le « Mark G » aurait coulé.

Le capitaine Phalen a indiqué que les responsables de la Garde côtière avaient par la suite interrogé l'équipage d'un cargo polonais qui a traversé cette zone presque au même moment que l'appel de détresse.

M. Phalen n'a pas voulu dire si les responsables soupçonnaient le cargo d'avoir accidentellement heurté le bateau de pêche, ajoutant seulement qu'ils voulaient savoir s'il avait remarqué quelque chose d'inhabituel.

« Toutes les possibilités » sont étudiées », a conclu le capitaine Phalen.

Vente sous la tente
"DÉBUTE DEMAIN"
DÈS 10H00 AM

clément

clément

VENTE SOUS LA TENDE SITUÉE SUR LE TERRAIN DE L'ENTREPÔT DU 5830, BOUL. PIERRE-BERTRAND NORD (Voisin de Boom Sports)

aussi Liquidation de vêtements pour femme, provenant directement d'un manufacturier de Montréal.

clément

BIENTÔT A Victoriaville

entrepôt 626-0574

Auberge MAZARIN DE TILLY

membre groupe Romantik

La pause romantique au bord du fleuve Saint-Laurent

BRUNCH tous les dimanches TABLE D'HÔTE le soir

Saint-Antoine-de-Tilly 886-2407

La clef de sol

Ayant toujours comme objectif premier d'offrir à sa distinguée clientèle le meilleur service, la meilleure qualité et les meilleurs prix sur le marché, la direction des magasins La Clef de Sol est heureuse d'annoncer la venue de deux nouveaux membres au sein de son équipe de professionnels de la vente.

MARCEL GAUTHIER

Monsieur Marcel Gauthier possède 15 années d'expérience dans le domaine de l'électronique à titre de conseiller-évaluateur et il a récemment occupé un poste de direction chez un important marchand de la région.

DENIS "TOM" LECLERC

Monsieur Denis "Tom" Leclerc à son actif plus de 7 années d'expérience en radio d'auto à Québec ou il a aussi occupé différents postes de direction, faisant de lui une personne réputée en matière de son d'automobile.

Venez les rencontrer à la succursale du 840, RUE BOUVIER

Le Trésor du Grand Limoilou

INDICE No 15

• FER FORGÉ

ÉDITORIAL

Redonner confiance en la justice

La confiance du public envers la justice s'érode, entre autres raisons parce que les sentences imposées n'ont souvent qu'une lointaine ressemblance avec le temps véritablement passé en prison.

Cette observation se trouvait déjà, en 1987, dans le rapport de la commission présidée par le juge Omer Archambault, sur la détermination des peines dans le régime judiciaire canadien. Élément important de la vaste révision du Code criminel canadien amorcée à la fin des années 1970, le document recommandait un accès moins rapide aux libérations conditionnelles et un processus plus étalé pour y arriver.

Mais il souhaitait aussi une certaine uniformisation, par le biais d'un énoncé de principes et d'objectifs à inclure dans la loi, des critères selon lesquels, à travers tout le pays, les peines sont infligées.

Environ 80 % des 700 avocats de la défense et de la Couronne interrogés par la commission, à l'époque, déplorait l'existence de disparités à l'intérieur de chacune des provinces et dans l'ensemble du pays.

Les juges admettaient que les variations de sentences dépendent des attitudes et approches de chacun face au crime et aux objectifs poursuivis par la Justice. Et les avocats, ici comme ailleurs, misent largement sur ce qu'ils savent des magistrats devant lesquels ils plaident.

Pour corriger des disparités qui frôlent trop souvent l'injustice, l'énoncé de lignes directrices claires pourrait servir de guide. Gravité du délit et degré de responsabilité de l'accusé seraient partout considérés dans une même optique au moment de la peine, la violence du crime aggravant la sentence et restreignant le processus progressif de libération conditionnelle.

La philosophie de ces réformes qui laisseraient plus de place dans les centres de détention pour les coupables de délits graves, fait son chemin. Le livre vert que vient enfin de publier Ottawa en porte l'empreinte.

Tout n'y est pas nouveau, et avant que les propositions ne se concrétisent, les Canadiens devront encore faire savoir au Solliciteur général ce qu'ils en pensent. Comme si la lente lourdeur des processus de changements ne devenait pas souvent source d'injustices.

Il reste que plusieurs points avancés par les réformateurs relèvent directement des administrations et que certaines initiatives s'engagent. Ainsi, les grands principes ne changeront rien au fait qu'il n'existe pas grand choix sur l'endroit où une femme condamnée pour un délit criminel devra purger sa peine. On vise donc des ententes de transfert avec certaines provinces.

Que faire des détenus qui manifestent des troubles mentaux, souvent observés chez certains délinquants sexuels ? Les règlements prévoient bien des soins médicaux et dentaires à tous les détenus, mais dans quelles conditions ? Comment aborder les problèmes d'alcoolisme et de toxicomanies ? Il y a bien des programmes et des projets pilotes, mais quels en sont les critères d'accessibilité et l'efficacité ?

Les autochtones constituent environ 10 % de la clientèle des pénitenciers fédéraux alors qu'ils ne sont qu'un peu moins de 3 % de la population du pays. Des recherches tentent de déterminer pourquoi.

Dans les institutions, ils semblent victimes d'une certaine discrimination quand ils ne s'écartent pas eux-mêmes des programmes prévus pour les autres. Ils restent moins nombreux que les non-autochtones à bénéficier d'une libération conditionnelle qui ne leur viendra que tardivement et qu'ils verront, plus souvent que les autres, révoquée faute d'encadrement de sortie.

Là comme pour les femmes et les détenus âgés, des mesures concrètes s'imposent, et le livre vert d'Ottawa en propose. Il reconnaît qu'une réinsertion sociale ultérieure repose souvent sur des conditions de détention justes, prévues pour préparer le retour des délinquants à une vie relativement normale.

Mais des services correctionnels respectueux des droits et privilèges des citoyens que continuent d'être les détenus, cela constitue tout un défi pour une société qui ne réussit pas à respecter la justice quotidienne.

MARTINE R. CORRIVAUULT

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:

PIERRE DES MARAIS II

Editeur adjoint et rédacteur en chef

J.-JACQUES SAMSON

Vice-président et trésorier:

CHARLES-A. POULIN

Président et Éditeur:

ROBERT NORMAND

Directeur de l'information:

DENIS ANGERS



Notes de Lecture

L'autre Europe et la démocratie

Comment recréer un marché libre dans un contexte d'effondrement économique ? Comment éviter que des jeunes démocraties cèdent à la tentation totalitaire ? Deux questions bien simples, posées par le politologue Jacques Rupnik dans *L'Autre Europe*, auxquelles les plus fûtés des analystes ne peuvent répondre avec certitude.

par
Raymond
GIROUX

Economie et politique logent sous le même toit, à l'Est. En guise de réaction contre le totalitarisme communiste, les démocraties retrouvées prennent soin de se doter de gouvernements au pouvoir exécutif faible.

Mais le désastre économique exige des mesures radicales de redressement économique qui provoqueront à coup sûr des turbulences sociales. D'où le danger, avertit Rupnik, de politiques publiques incohérentes et d'instabilité politique.

Le cas polonais inquiète. Déjà Solidarité se divise entre politiciens et démagogues. Les premiers ont pris le pouvoir grâce à d'habiles manœuvres dans un contexte de démocratie secrète entre les élites des divers camps, rappelle Georges Mink dans *La Force*

ou la raison**.

Cet espace commun, où les interlocuteurs parleraient la même langue, laisserait chacun libre d'utiliser un langage différent pour convaincre sa clientèle. Les autres, sous la gouverne de Lech Walesa, s'insurgent contre ce pouvoir traditionnel. En cas d'échec du parlementarisme, écrit Rupnik, la relève autoritariste est prête.

L'Europe de l'Est doit restaurer le capitalisme en l'absence d'une bourgeoisie. Simultanément, elle doit redonner le pouvoir à la société civile.

Car « la soviétisation (...) signifiait la mainmise totale de chaque parti communiste sur la société mais également la mainmise totale des Soviétiques sur les partis communistes eux-mêmes », écrit le politologue.

L'Occident joue une partie délicate. Il ne peut laisser tomber des peuples qui ont retrouvé leur liberté. Les réalités économiques, par contre, frappent dur. La productivité y est de trois fois inférieure à celle de l'Europe occidentale. Plus de la moitié des entreprises polonaises, tchèques ou hongroises se retrouveraient en faillite, dans un marché libre.

Il ne peut non plus se permettre d'inonder la région de ses capitaux alors qu'il n'y a pas de structure d'accueil. Rupnik propose d'aider non pas les États, déjà endettés jusqu'aux oreilles et incapables de jamais rembourser ces mil-

liards de dollars, mais plutôt des projets précis, privés ou mixtes, qui favoriseraient l'émergence d'une nouvelle structure économique.

Le politologue hongrois Miklos Molnar, professeur à l'Institut des hautes études internationales de Genève, tire des événements une leçon claire : « la page est tournée (...) Le changement est irréversible ». La société civile, écrasée par le stalinisme, a finalement gagné la bataille est-européenne. Aussi peut-il intuitivement se dire *La Démocratie se lève à l'Est****.

Ce ne fut pas facile. « Le projet totalitaire est inhérent au système soviétique et à la pensée de ses dirigeants. De même que sa propension à l'expansion ». Comme l'écrivait Berthold Brecht, si le peuple a perdu la confiance du gouvernement, que le gouvernement dissolvent le peuple et en choisissent un autre !

Molnar attribue la chute du système, inimaginable il y a un an, à l'heureuse conjonction de la présence de Gorbatchev, du pourrissement intérieur sous la coupe des divers partis communistes, et de la montée de la société civile symbolisée par l'exemple polonais. Le pouvoir s'est tout simplement désintégré.

Pour faire mourir une société, rappelle-t-il, il faut lui confisquer sa mémoire, son passé, son patrimoine culturel. Cette grande oeuvre du communisme invite à la redécouverte des événements et des

mythes enterrés depuis plus de quarante ans.

La « décommunisation » fait se délier les langues, ouvrir les archives ; elle redonne place à la vérité. *À l'Est la mémoire retrouvée***** resuscite justement des fragments de ce passé qu'on avait cru pouvoir faire disparaître à tout jamais sous une reconstruction de l'histoire.

La réhabilitation publique de Imre Nagy, l'art de triturer l'histoire à la mode du musée national de Bucarest, les efforts des romanciers soviétiques pour raconter une histoire interdite (et un hommage au passage au *Vie et destin* de Vladimir Grossman, qui a accolé le stalinisme au nazisme), le vrai visage national de Vilnius : ces interdits ne le sont plus. La langue de bois n'a plus cours.

★ Rupnik, Jacques. *L'Autre Europe. Crise et fin du communisme*. Paris, Éditions Odile Jacob, 386 pages.

★★ Mink, Georges. *La force ou la raison. Histoire sociale et politique de la Pologne (1980-1989)*. Paris, Éditions La Découverte, 312 pages.

★★★ Molnar, Miklos. *La Démocratie se lève à l'Est*. Paris, Presses universitaires de France, 390 pages.

★★★★ Brossat, Alain, et autres. *À l'Est la mémoire retrouvée*. Paris, Éditions La Découverte, 572 pages.

Votre Opinion

Les reboiseurs

Suite à la parution de quatre articles consécutifs de Pierre Du Bois relativement aux conditions de travail dans lesquelles les reboiseurs du Québec doivent évoluer, l'Association des industries forestières du Québec (AIFQ) aimerait apporter certaines précisions.

L'ampleur des travaux de reboisement au Québec est relativement nouvelle. Depuis environ huit ans, nous sommes passés de 40 millions à près de 250 millions de plants mis en terre à chaque année.

Forcément, cette situation a provoqué la création de nombreuses petites entreprises de reboisement. Ce qui est intéressant de noter, c'est que plusieurs d'entre elles sont déjà disparues parce qu'elles ne rencontraient pas les exigences des compagnies forestières.

En effet, devant l'évidence que les conditions de travail des reboiseurs étaient souvent déplorable, les compagnies membres de

l'AIFQ se sont dotées, en 1987, de « lignes-guides » qu'elles incluent systématiquement dans les contrats qu'elles octroient aux entreprises de reboisement.

Ainsi, par le biais de ces lignes-guides, les compagnies exigent des entrepreneurs qu'ils offrent à leurs travailleurs des conditions de travail adéquates.

À titre d'exemple, l'entreprise doit offrir, au minimum, une tente imperméable de 250 pieds cubes par personne avec moustiquaire ou une roulotte aménagée, et s'assurer que la literie soit fournie, adaptée aux conditions climatiques et nettoyée au moins une fois par semaine.

Les compagnies forestières imposent également, par contrat, des conditions strictes pour l'installation et l'entretien d'une cuisine, d'une salle à manger et d'une salle de douches, en plus d'exiger le maintien d'un local pour sécher les vêtements du reboiseur.

Des conditions relatives à

l'eau potable, au chauffage des locaux, à la diète des travailleurs et à leur sécurité sont aussi clairement spécifiées au contrat.

Pour faciliter l'acquisition d'équipement adéquat de la part des entrepreneurs, les papeteries ont même décidé de privilégier les contrats de reboisement à plus long terme.

De leur propre initiative, les compagnies membres de l'AIFQ exigent que les contracteurs offrent des conditions de travail décentes à leurs employés.

L'AIFQ a même multiplié ses efforts pour amener d'autres intervenants, soit l'Association des manufacturiers de bois de sciage, les coopératives forestières, les groupements forestiers, l'Association des entrepreneurs en travaux sylvicoles et la CSST à adopter ces exigences en forêt.

Les compagnies forestières québécoises demeurent à l'affût des cas de non-respect des contrats de reboisement, et elles

sont prêtes à modifier leurs exigences auprès des entrepreneurs, si cela s'avérait nécessaire.

Dans un contexte de libre-entreprise, les contracteurs qui ne rencontrent pas pleinement les exigences des compagnies forestières sont voués à l'auto-élimination.

André Duchesne, ing. f. président-directeur général Association des industries forestières du Québec (AIFQ)

Les créateurs...

(Au premier ministre, Robert Bourassa)

Parce que la littérature occupe une place importante dans notre société, nous comptons sur la présence d'un écrivain à la Commission parlementaire élargie portant sur l'avenir du Québec.

Nous le savons, le débat portera sur un concept de société où les paramètres constitutionnels ne seront pas les seuls enjeux.

L'écrivain et les créateurs in-

terviennent à cette commission auront une tâche essentielle dans le cadre de cet exercice démocratique : faire en sorte que la dimension culturelle ne soit pas évacuée des discussions.

Les écrivains ont toujours apporté leur compétence et leur réflexion aux débats sociaux dont ils sont partie prenante.

Bruno Roy, président. Union des écrivains et écrivains québécois Montréal

Aller seulement ?

(Lettre à la compagnie de location de camions Ryder Inc.)

Comme des milliers et des milliers de Québécois, j'ai changé de louer le 1er juillet dernier. Et probablement comme des milliers d'entre eux, j'ai aussi utilisé à cette fin votre service de location de camions.

Sauf que j'ai été très déçu de ce service qui, à mon avis, n'a pas été à la hauteur de votre slogan publicitaire.

Ce slogan précise « location aller seulement ». Or, pour pouvoir louer ce camion, votre représentant a exigé que je lui ramène le véhicule, en affirmant qu'il n'en aurait pas d'autre (pourtant, à mon retour, il y en avait trois dans la cour).

Or, comme j'ai démenagé de Val d'Or à Québec et parcouru 1570 kilomètres pour l'aller-retour, à 24 cents du kilomètre, cela représente un montant fort substantiel, en plus des quatre pleins d'essence que j'ai dû effectuer (100 \$ à chaque fois).

En réalité, selon votre slogan publicitaire, je n'aurais dû payer en fait que la moitié de ce trajet (785 kilomètres), et ne défrayer que deux pleins d'essence au lieu de quatre.

Je vous réclame donc la différence, faute de quoi il vous faudra changer votre publicité sur tous vos camions au Canada!

André Lavoie, locataire Québec

LE MONDE

Lente avance des rebelles au Liberia

MONROVIA (AP,AFP) - Les forces rebelles du Front national patriotique du Liberia ont resserré hier leur étau autour du palais du président Samuel Doe, mais sans réussir toutefois à progresser de façon significative.

Il était extrêmement difficile d'obtenir des renseignements fiables sur les résultats des combats qui se sont poursuivis hier dans la zone du port de la capitale et dans le secteur du camp de Schiefflin, à 30 km au sud-est de Monrovia.

Contrairement à ce qu'avaient affirmé les rebelles vendredi, leurs forces ne contrôlaient toujours pas le camp militaire.

Les difficultés que rencontrent les troupes du NPFL embarrassent les dirigeants rebelles, à la recherche d'une victoire rapide qui leur permette de terminer ce conflit meurtrier entre clans ethniques.

À Monrovia, des diplomates ont affirmé que les rebelles ont amené la population à quitter massivement la ville en distribuant des tracts annonçant l'assaut final contre la capitale.

De mêmes sources, on indique que les rebelles ont tenté de faire circuler des tracts près du Palais présidentiel où Doe est retranché avec sa garde de 500 hommes, dont la plupart appartiennent comme lui à la minorité Krahn.



Frontière rouverte

Un douanier soviétique a repris hier son travail au poste frontalier d'Ogrodniki, entre la Pologne et la Lituanie, rouvert hier matin par l'Union soviétique après avoir été fermé unilatéralement durant trois mois par le Kremlin en raison de son différend avec Vilnius au sujet de la déclaration d'indépendance de la république balte. Avant sa fermeture, environ 7500 Polonais et Soviétiques franchissaient quotidiennement la frontière à cet endroit.

Le gouvernement de la RDA est sur le point de s'effondrer

BERLIN-EST (Reuter) - Le gouvernement de coalition est-allemand était sur le point de s'effondrer, hier, en raison de profondes divergences de vues au sujet des modalités de la réunification avec la RFA.

Le gouvernement est formé de représentants de cinq partis.

Les partis ne peuvent arriver à s'entendre si la réunification doit avoir lieu juste avant ou juste après les élections panallemandes prévues pour le 2 décembre.

Les libéraux au sein du gouvernement exigent que le Parlement

se prononce sur leur proposition voulant que la réunification ait lieu la veille des élections.

Le premier ministre Lothar de Maizière tient mordicus à ce que la réunification se produise le lendemain du scrutin.

« De Maizière ne respecte pas notre pacte de coalition », a déclaré hier le chef libéral Conrad-Michael Lehment au journal ouest-allemand Bild am Sonntag.

« S'il ne modifie pas sa position demain, les libéraux quitteront la coalition », a-t-il averti.

Kohl critique

Par ailleurs, le ministre est-allemand des Affaires étrangères Markus Meckel, un social-démocrate, a accusé hier le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl de se comporter avec arrogance à l'endroit de la RDA.

Il a notamment reproché à Kohl de ne pas avoir consulté de Maizière avant de conclure des ententes majeures avec l'Union soviétique au sujet de la sécurité de la future Allemagne.

L'Ukraine réclame un trésor à la Banque d'Angleterre

MOSCOU (AFP) — Les députés d'Ukraine comptent sur une barrique d'or, envoyée à la Banque d'Angleterre il y a trois siècles par un nationaliste ukrainien, pour faire la fortune de leur république, a annoncé hier l'agence Tass.

L'or aurait été envoyé en Angleterre au début du 18^e siècle par le colonel Pavel Poloubotok de Tchernigov, un nationaliste ukrainien emprisonné ensuite par le Tsar dans la forteresse Pierre-et-Paul de Saint-Petersbourg.

« Ce trésor, si l'on tient compte des intérêts, doit maintenant s'élever à environ 16 000 milliards de livres Sterling (environ 33 800 milliards de dollars), et appartient à l'Ukraine », a déclaré le député Roman Ivanitchouk, cité par Tass.

Selon le député, le magot doit

La police cubaine bloque l'accès à trois ambassades

LA HAVANE (Reuter,AFP) - La police cubaine a bloqué hier l'accès aux ambassades canadienne et ouest-allemande à La Havane et étendu son dispositif de sécurité autour de celle de l'Espagne, où neuf autres Cubains avaient réussi à se réfugier pendant la nuit.

Les nouvelles arrivées ont porté à 18 le nombre de Cubains qui ont trouvé refuge à l'ambassade d'Espagne, aggravant la crise entre Madrid et La Havane au sujet du sort de ces réfugiés.

Des policiers cubains ont aussi commencé à « protéger » la résidence de l'ambassadeur d'Italie, où quatre jeunes Cubains ont trouvé asile mardi après avoir grimpé sur le toit de la maison.

Des diplomates canadiens et ouest-allemands ont déclaré qu'aucun Cubain ne leur avait demandé asile et qu'ils n'avaient pas requis des mesures de sécurité auprès des autorités cubaines.

Interrogés sur le but de leur présence autour des ambassades canadienne et ouest-allemande, des policiers cubains ont soutenu que des mesures de sécurité avaient été décrétées en prévision du carnaval du Jour de la révolution, le 26 juillet.

Des diplomates ont toutefois précisé que les événements du carnaval se déroulaient dans le centre de La Havane, loin du quartier de Miramar où se trouvent les ambassades.

Hier, les policiers cubains ne laissaient passer que les véhicules officiels cubains et les voitures portant des plaques d'immatriculation du corps diplomatique.

À Ottawa, un porte-parole du ministère des Affaires extérieures a déclaré que les mesures de sécurité de la police cubaine avaient seulement un caractère préventif. Jeudi, la télévision cubaine avait accusé les diplomates américains, ouest-allemands, canadiens et tchécoslovaques de tenter de discréditer Cuba en favorisant la défection de Cubains.

Ces allégations ont été démenties avec véhémence par les diplomates américains, canadiens et ouest-allemands.

Jeudi, quatre Cubains avaient été arrêtés par la police alors

d'Espagne, interdisant le passage des piétons et des véhicules, sauf celui des autobus municipaux.

À Madrid, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a annoncé que la représentation diplomatique espagnole continuera à accueillir tous ceux qui y parviendront « car, a ajouté le porte-parole, il s'agit d'une question de droits de l'homme ». Il a ajouté que Madrid poursuit son dialogue avec l'administration cubaine en vue de trouver une solution négociée au problème des réfugiés.

qu'ils tentaient de trouver refuge à l'ambassade de la RFA.

Par ailleurs, selon une source espagnole à La Havane, les neuf derniers réfugiés sont tous des hommes, âgés de 25 à 40 ans.

Un important cordon de policiers cubains était toujours en place hier soir autour de l'ambassade



Gil COURTEMANCHE

La population cambodgienne profitera de la volte-face US

Mercredi, le secrétaire d'État américain, James Baker, annonçait à Paris que les États-Unis ne reconnaissent plus la coalition tripartite de rebelles cambodgiens, comme le gouvernement légitime du pays. Le lendemain, le Canada faisait de même, mettant fin à un politique vieille de près de 10 ans et qui suscitait de plus en plus de commentaires négatifs.

Cette coalition dont la figure de proue a presque toujours été le prince Norodom Sihanouk, l'ancien chef de gouvernement, réunissait trois mouvements: les partisans de Sihanouk, ceux d'un autre leader pro-occidental, Son Sann et les Khmers rouges, de loin le plus important numériquement et militairement. Financée surtout par la Chine, la coalition détenait le siège du Cambodge aux Nations unies et menait la lutte aux Vietnamiens qui avaient envahi le Cambodge en 1978, ainsi qu'au gouvernement installé par l'envahisseur.

Situation paradoxale

Les États-Unis et le Canada, alliés des Khmers rouges dont les trois années de règne ont causé la mort de près de deux millions de personnes, voilà une de ces situations paradoxales de la « grande » politique internationale qui ne cesse de laisser pantois. Mais la diplomatie a souvent des raisons que la justice et la décence ignorent. Comment en est-on arrivé à une situation en apparence aussi absurde?

Au début des années 1970, le gentil prince Norodom Sihanouk était le chef d'État de ce petit pays de huit millions d'habitants. Pendant que la guerre du Vietnam faisait rage à ses frontières, il tentait de maintenir une neutralité fragile dans laquelle les Américains voyaient une complication avec le régime de Ho Chi Minh. Ils ne firent rien, c'est le moins qu'on puisse dire, pour empêcher le renversement de Sihanouk par des militaires pro-américains. Puis Richard Nixon et Henry Kissinger pour contrer les infiltrations du Vietcong qui utilisent le Cambodge pour pénétrer au Sud-Vietnam, ordonnent des bombardements qui provoqueront un exode massif de populations rurales et le début de la fin pour le gouvernement du Cambodge. En avril 1975, les Khmers rouges entrent dans Phnom Penh, la capitale et commencent une des pires tragédies de l'histoire.

Les principaux dirigeants des Khmers rouges ne sont pas des paysans illettrés. Ils ont fréquenté l'université en France, y sont devenus communistes. Revenus chez-eux, ils rêvent de transformer le Cambodge en une communauté agraire idéale, libérée de toutes les influences modernes et occidentales. Ils vident la capitale, forcent le retour à la terre, terrorisent, torturent et assassinent. Près du quart de la population du pays disparaît en trois ans. Le drame sera interrompu par un autre drame. En décembre 1978, le Vietnam envahit le Cambodge et il ne s'en retirera que 11 ans plus tard, sans que les Khmers rouges et leurs alliés aient mis bas les armes.

Au début des années 1980, des pays comme la Thaïlande et l'Indonésie s'inquiètent. On craint le Vietnam et son riche protecteur, l'Union soviétique. Pour rassurer ces pays, mais surtout pour faire plaisir à la Chine qui appuie les Khmers rouges et, guerre froide oblige, pour contrer l'URSS, les États-Unis décident en 1982 de reconnaître la résistance cambodgienne dont le chef théorique est Sihanouk, mais dont la force réelle sur le terrain est celle des Khmers rouges. Et depuis ce temps, les auteurs du génocide cambodgien siègent aux Nations unies. Voilà comment les États-Unis, le Canada et beaucoup d'autres pays occidentaux sont devenus des alliés des Khmers rouges.

Tant que les Vietnamiens contrôlaient militairement le Cambodge, la résistance subsistait plutôt difficilement dans quelques zones près de la frontière thaïlandaise. Mais depuis le départ des troupes vietnamiennes en septembre dernier, la situation militaire a radicalement changé. La résistance, surtout les Khmers rouges, a fait des progrès considérables. Ceux-ci sont aujourd'hui aux portes d'Angkor Vat et ils mènent des actions près de la capitale.

Les Khmers rouges resteront puissants

La décision des États-Unis n'affaiblira pas sensiblement les Khmers rouges. Ce sont les Chinois essentiellement qui leur fournissent armes et argent et rien n'indique que cet appui qui ne s'est pas démenti durant des années soit, sur le point de diminuer. Les États-Unis espèrent convaincre les deux factions non-communistes de collaborer contre les Khmers rouges avec l'actuel gouvernement du Cambodge. Cependant, certains craignent que ce changement de cap de la politique américaine forcera la faction de Sihanouk à se tourner vers la Chine pour obtenir de l'aide militaire, la rendant encore plus inféodée aux Khmers rouges.

La politique des pays occidentaux qui reconnaissent la résistance comme gouvernement légitime a eu des effets graves sur la population cambodgienne. Elle interdisait ou rendait extrêmement difficile toute forme d'aide humanitaire au gouvernement Hun Sen, issu de l'occupation vietnamienne. Le Cambodge, un pays exsangue était, pour des raisons de grande politique, pratiquement interdit aux organisations humanitaires. Les Américains en acceptant aussi de prendre contact avec le Vietnam pour trouver une solution au problème cambodgien ont probablement levé une hypothèque importante et il sera dorénavant plus facile aux États-Unis ou au Canada de participer à la reconstruction d'un pays successivement dévasté par un génocide et une invasion. Sans préjuger de l'issue de la situation militaire, il semble évident pour tous ceux qui connaissent la situation désespérée du Cambodge qu'il faut profiter le plus rapidement possible de cette porte ouverte.

En Bref

■ Démonstration probante

MOSCOU (Reuter) - Un journaliste soviétique est monté dans un avion avec une fausse grenade, à l'aéroport ukrainien de Dnepropetrovsk, pour démontrer comme il est facile aux pirates de l'air de déjouer les contrôles de sécurité, a rapporté, hier, le quotidien Komsomolskaya Pravda. Une machine à rayons-X a bien détecté une ombre étrange à l'intérieur de la malette de sa machine à écrire. Un garde lui a demandé de l'ouvrir, mais en voyant qu'il s'agissait d'une machine à écrire, il n'a pas regardé en-dessous, là où la grenade était cachée.

■ Meurtre déguisé en suicide

LONDRES (AFP) - Un rapport de Scotland Yard doit prochainement prouver que la mort de l'ancien ministre kenyan des Affaires étrangères, le Dr Robert Ouko, n'était pas un suicide mais un meurtre, dans lequel pourraient être impliqués des membres du cabinet du président Arap Moi, affirme aujourd'hui le Sunday Correspondent. Le rapport estime que le mobile de ce meurtre pourrait être « l'insistance du Dr Ouko pour qu'une enquête soit ouverte sur des allégations de corruption parmi ses collègues ». Le Dr Ouko est mort le 13 février.

■ Le Exxon Valdez reprend la mer

SAN DIEGO, Californie (AFP) - Le pétrolier Exxon Valdez, responsable de la plus grande marée noire des États-Unis, a repris la mer vendredi à San Diego, après avoir passé 11 mois en cale sèche pour la réparation de sa coque. Les réparations du pétrolier, qui porte maintenant le nom Exxon Mediterranean, ont coûté 35 millions \$. Le navire a été amarré dans la baie de San Diego où ses moteurs et ses pompes vont être testés avant de prendre le large pour des essais en mer de deux semaines.

■ Cambrioleur de prison

HOUSTON, Texas (AFP) - Un homme a été condamné vendredi à un an de détention pour avoir tenté de cambrioler...une prison près de Houston. David Winfree, un paysagiste de 22 ans, a été pris sur le fait alors qu'il essayait de dérober des outils dans une prison rurale où les détenus effectuaient des travaux agricoles. Le juge Michael McSpadden, qui a prononcé la condamnation voit dans cette affaire le comble de la décadence. « Quand ils forcent la porte d'une prison pour y entrer, on ne peut pas tomber plus bas ».

À la Cour suprême des États-Unis

Une démission aux conséquences majeures

WASHINGTON (AFP, NYTNS) - Le président George Bush a tenu hier matin à la Maison-Blanche une première réunion avec ses conseillers pour discuter de la nomination d'un nouveau juge à la Cour suprême, afin de trouver un successeur à William Brennan, qui a démissionné vendredi soir.

Le remplacement du juge Brennan, un membre de la faction libérale de la plus haute cour de justice des États-Unis, risque de briser le quasi équilibre idéologique qui y existait. Tout indique que le président Bush tentera de nommer un conservateur.

Le juge Brennan était en faveur de l'avortement et des programmes de « discrimination positive » en faveur des minorités et était opposé à la peine capitale et à la prière en classe.

« Je vais essayer de faire cette nomination aussi vite que possible », a déclaré hier le président Bush à l'issue d'une rencontre de 45 minutes avec le secrétaire général de la Maison-Blanche John Sununu, le secrétaire à la Justice Richard Thornburgh et son con-

seiller pour les affaires juridiques Boyden Gray.

Interrogé sur le nom d'éventuels remplaçants, Bush a répondu qu'il avait des « noms » mais qu'il n'avait pas fait « encore de sélection ». « C'était la première réunion et il y en aura probablement d'autres. Le processus avance », a-t-il ajouté.

Le président américain, qui fera ainsi sa première nomination à la Cour suprême, a été pris de court par la démission surprise, pour des raisons de santé, du juge Brennan, qui est âgé de 84 ans.

Le juge Brennan était le doyen des neuf juges de la Cour suprême, dont quatre étaient considérés comme des « libéraux » et cinq comme des « conservateurs ».

Les décisions de la Cour suprême,

me, dont les juges sont nommés à vie, ont un énorme impact sur la société, dans les domaines les plus divers comme l'avortement, l'euthanasie, la peine de mort ou les droits des minorités.

Le départ du juge Brennan va donner au président Bush l'occasion de faire pencher définitivement la balance de la Cour du côté des conservateurs, au moment où le tribunal sera éventuellement appelé à se prononcer sur la question de l'avortement.

Avertissement

Hier, le sénateur démocrate Paul Simon, membre de la commission sénatoriale des affaires judiciaires, a averti clairement la Maison-Blanche que les démocrates du Sénat, qui doit ratifier la nomination présidentielle, feront tout en leur possible pour bloquer le choix d'un juge trop conservateur.

Le prédécesseur de Bush, Ronald Reagan, en huit ans de pouvoir avait nommé trois juges, choisissant à chaque fois des

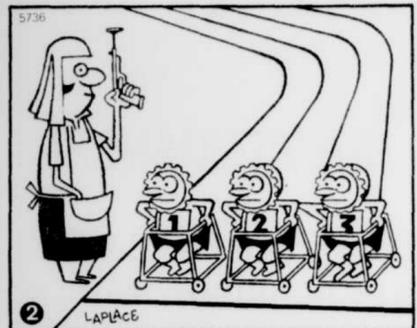
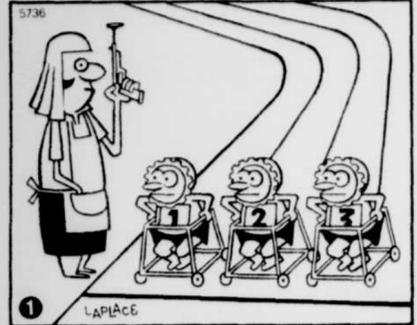
personnalités conservatrices, avait déjà fortement ramené vers la droite le pendule d'une institution naguère majoritairement libérale. Mais les juges qu'il avait nommés avaient remplacé des modérés et c'est la première fois depuis longtemps qu'un siège déteint par un vrai libéral se trouve vacant. En 1987, Reagan avait vainement tenté de nommer le conservateur Robert Bork, dont la candidature avait été rejetée par le Sénat à majorité démocrate.

La faction conservatrice de la Cour suprême est composée actuellement des juges William Rehnquist (président), Byron White, Antonin Scalia, Anthony Kennedy et Sandra Day O'Connor, est la seule femme. Les trois derniers ont été nommés par Reagan.

Les membres de la faction libérale sont Thurgood Marshall, Harry Blackmun et John Paul Stevens.

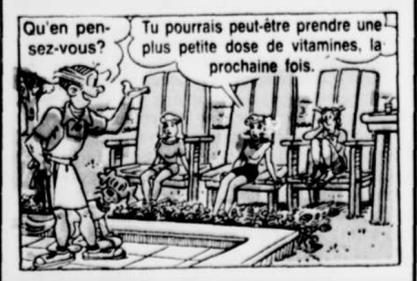
LES B.D. DU SOLEIL

Trouve les 8 erreurs



Solution: 1. Jambes gauches de la femme. 2. Poche de son tablier. 3. Sa marche gauche. 4. Les pils du voile. 5. Bonnet du bébé de gauche. 6. Une roue en moins dans son chariot. 7. Coude droit du bébé de droite. 8. Son pied droit plus long.

BLONDINETTE



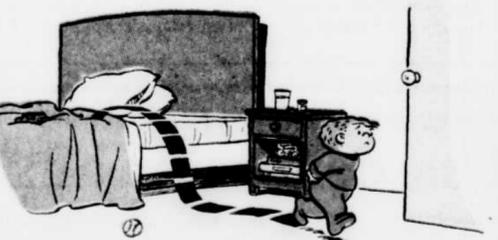
PEANUTS ET LE BON VIEUX Charlie Brown

par SCHULZ



VIE DE FAMILLE

par BILL KEANE



1975, The Register and Tribune Syndicate